



HAL
open science

Reconversion industrielle et réparation environnementale

Michel Letté

► **To cite this version:**

Michel Letté. Reconversion industrielle et réparation environnementale. L'archéologie industrielle en France. Patrimoine technique, mémoire, 2012, 60, pp.62-66. halshs-00738958

HAL Id: halshs-00738958

<https://shs.hal.science/halshs-00738958>

Submitted on 5 Oct 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Reconversion industrielle et réparation environnementale

Corby 1 : le déclin économique

Une affiche sur fond noir arbore un squelette blanc devant la silhouette fantomatique d'un site industriel démoli. Il y est inscrit : « *A spectre is haunting Corby. A spectre of steel closure* ». Le message est on ne peut plus clair et sombre à la fois. La vie locale de cette ville anglaise située dans le Northamptonshire est menacée de disparaître avec ses usines. Comme beaucoup d'autres sites sidérurgique et métallurgique, celui de Corby est condamné par la désindustrialisation qui s'opère brutalement un peu partout en Angleterre au cours des années 1970. (fig. 1)

La menace ne tarde pas en effet à se concrétiser. La population de Corby décline rapidement avec le ravage de son économie. Les commerces et les services publics ferment les uns après les autres, ainsi que l'unique station de train. La cité désindustrialisée est devenue en quelques années une ville dévastée par les conséquences socio économiques de la fermeture de ses usines locales. Les indicateurs de déclin figurent à l'époque au premier rang du palmarès anglais : plus de 30% de chômage, un taux de délinquance et de violence contre les personnes parmi les plus élevés du pays. Il faudra près de deux décennies à Corby pour retrouver une situation à peu près normale¹.

Corby 2 : le drame sanitaire

A ce moment précis, une autre affaire traumatise la ville à peine remise de ces blessures. L'artiste inconnu auteur de l'affiche placardée 20 ans plus tôt dans Corby aurait pu à cette occasion mobiliser la même image à peu près de la même façon. Son message aurait été toutefois différent : « *A spectre is haunting Corby. A spectre of industrial toxics* ». Elle aurait eu pour vocation de sensibiliser à une autre menace, celle que font peser les pollutions industrielles héritées de décennies d'activités et le danger qu'elles représentent pour la santé publique. Au seuil du deuxième millénaire, les opérations de dépollution des principaux sites sont toutefois achevées. Dix ans plus tard, en 2009, la haute cour de justice britannique rend néanmoins son verdict dans une affaire locale qui devient un temps le symbole national des conséquences sanitaires et environnementales désastreuses de l'ancienne industrie.

L'affaire concerne 18 plaignants, toutes victimes de malformations à la naissance. Ces dernières sont attribuées aux sols contaminés du site de Corby, mais aussi à la dispersion des matières lors des opérations de dépollution menées de 1984 à 1999. 18 personnes ont été reconnues au titre des victimes des conséquences de l'activité industrielle passée. C'est peu. Elles représentent néanmoins de nombreuses autres directement concernées au fil des générations par les impacts de l'industrialisation, de la désindustrialisation, puis de la dépollution des sites contaminés. Elles incarnent ces martyrs d'une longue histoire industrielle glorieuse et douloureuse à la fois. (fig. 2)

Une seule affiche, deux moments, deux messages. Une double peine aussi. Dans un premier temps, la menace venait d'un ailleurs, d'un extérieur à l'usine. L'industrie ou la production n'était pas le problème, mais la décision de cesser leurs activités jusqu'alors pourvoyeuses d'avenir, de développement local et de richesses. 20 ans plus tard, le danger venait désormais du site lui-même, ou du moins ce qu'il en restait : des friches, des eaux et des sols contaminés, des pollutions accumulées durant plusieurs décennies de productivisme. Les milieux saturés comme les infrastructures abandonnées pouvaient désormais libérer dans l'environnement

leurs poisons autrefois confinés ou seulement ignorés. Lieu de mémoire et territoire de l'histoire, le patrimoine devait bien alors tenir compte du tournant environnemental de la société industrielle.

Corby 3 : la régénération par la valorisation de l'environnement

L'histoire tragique de Corby ressemble fort à celles où les friches industrielles et leur reconversion, leur réaffectation ou leur réhabilitation révèle de façon brutale les problèmes environnementaux et sanitaires jusqu'alors mis à distance. Corby est emblématique de l'évolution des difficultés colossales auxquelles sont confrontées les populations comme les autorités publiques face aux décombres laissés par la désindustrialisation. Difficultés certes colossales mais pas insurmontables. Les décennies qui suivent sont celles de la régénération socioéconomique par la valorisation du passé et des ressources locales. Corby n'en n'est pas dépourvue. La ville est aujourd'hui le terrain d'expérimentation d'un dynamisme économique, culturel et environnemental. Son statut indigne de cas typique des impacts sanitaires et environnementaux de l'industrialisation en a fait paradoxalement l'un des lieux privilégiés de la reconversion environnementale des stigmates de l'industrie. Les investissements consentis pour régénérer la cité se sont ainsi inscrits dans une logique de la réparation ou de la compensation par la survalorisation de l'environnement. Un *Green Infrastructure Project* est par exemple en cours de réalisation visant à faire de la région un berceau de la biodiversité du pays, un lieu éco touristique autour de ses plans d'eau et de mise en valeurs de ses espaces forestiers, tout en faisant de ce carrefour géographique un nœud du réseau autoroutier dédié au fret de marchandises. Le paysage et les infrastructures de transport sont remodelés en conséquence. La mémoire industrielle s'ajuste au contexte local de son histoire. Une volonté de fer anime les autorités publiques pour réconcilier passé industriel et désir d'édification d'une société respectueuse de l'environnement, effaçant peu à peu les stigmates de l'industrialisme d'autant. Nombreux sont les bâtiments industriels à avoir été réhabilités aux normes du développement durable pour servir d'entrepôts. Avec l'inauguration récente de son *Hawkins/Brown's Cube civic centre*, les autorités locales entendent par ailleurs ne pas renier l'héritage du passé industriel de Corby. L'édifice aux aspects de code barre assume d'évoquer sciemment le fer et l'acier, même si le choix du béton a finalement prévalu, faute de fournisseurs locaux et d'impératifs fixés par les normes environnementales désormais en vigueur. (fig. 3)

Les temps heurtés de la désindustrialisation et du patrimoine

Un premier temps de la désindustrialisation a été celui du traumatisme, de l'urgence économique et sociale. Un second a été celui de la gestion sanitaire des impacts environnementaux dus aux pollutions historiques. Ces temporalités traduisent l'évolution des réalités objectives auxquelles sont confrontées les populations locales et les autorités publiques². Elles traduisent aussi l'évolution des sensibilités. Alors que les questions d'environnement étaient marginales dans un premier temps, la considération des menaces sanitaires et environnementales héritées de l'histoire industrielle est devenue un impératif de gestion et de l'intervention publique³. En France, comme partout ailleurs au sein des vieux pays industriels, la reconversion des sites représente un véritable défi pour les aménageurs, la puissance publique et les décideurs d'avenir socioéconomique des territoires⁴.

Alors que l'émotion pouvait encore cultiver une sensibilité patrimoniale comme une relative évidence il y a quelques décennies – contribuant notamment à panser les plaies de la

désindustrialisation – 30 ou 40 années plus tard, une sensibilité environnementale a profondément transformé les mentalités et la perception des enjeux et de leurs problèmes. Que la reconversion des sites s'ajuste désormais aux impératifs du développement durable en témoigne. Elle remet en question l'évidence durement acquise de poursuivre, tout au moins sous les mêmes formes, la sauvegarde et la valorisation d'un passé industriel. Elle a imposé de repenser le sens et le temps de l'histoire de l'industrie.

De ce point de vue, le traitement réservé aujourd'hui aux sites anciens peut bien être interprété comme l'évidence de cette reconversion toujours en cours de l'économie. La réaffectation des sites peut bien être regardée à l'échelle locale comme son miroir. Les pratiques patrimoniales comme ses résultats reflètent, et d'abord par la diversité des fonctions attribuées au patrimoine, cette quête permanente de conciliation entre des préoccupations sociétales toujours contradictoires, concurrentielles et conflictuelles. C'est bien en partie de cette façon que continue de se poser le sens des opérations de reconversion. Quel sens attribuer à la reconversion qui s'est parée de nouvelles vertus et emparée de nouvelles ambitions ? Quelles sont leurs contraintes ? Quels sont les enjeux à négocier entre les acteurs du développement local, les décideurs et les publics pour continuer à faire exister cette évidence du patrimoine industriel ? De telles questions ne peuvent que considérer l'évolution des liens historiques complexes et ambigus que l'industrie et l'environnement entretiennent au travers du patrimoine, mais aussi l'évolution des représentations, des perceptions, des mentalités et des attitudes associées aux sensibilités environnementale et patrimoniale. L'histoire industrielle n'a encore que timidement intégré la question environnementale. Inversement, l'histoire de l'environnement reste pour l'essentiel en marge de l'industrie, sinon pour se focaliser sur ses impacts environnementaux. De part et d'autre des histoires donc qui s'ignorent l'une et l'autre ou se disqualifient mutuellement. L'histoire industrielle serait édifiante, ne s'intéresserait qu'aux aspects techniques, qu'à l'innovation et à la prouesse économique. L'histoire environnementale serait, elle, une histoire stigmatée, lacrymale, dénonciatrice des outrages infligés par l'industrie à la nature et aux populations ouvrières. Sans forcer à ce point le trait, on doit bien admettre que l'industrie et l'environnement sont envisagés au travers de leur histoire sur un mode antagoniste.

Ces histoires conditionnent pourtant l'évolution des sensibilités patrimoniales. L'extension du patrimoine à l'industrie comme à la nature a abouti à ce qu'elles exercent l'une sur l'autre une influence réciproque. Elles sont concomitantes et concurrentes. Elles se sont exacerbées avec les traumatismes sociaux-économiques de la désindustrialisation, ses impacts sanitaires et environnementaux, mais aussi avec l'émergence de l'environnement comme catégorie politique et de l'intervention publique. Deux types d'histoires, de sensibilités et de patrimoines ont évolué au cours des dernières décennies pour converger en partie vers le désir de répondre plus récemment aux injonctions du développement durable. Le principe de la reconversion est devenu l'un des points de convergence des démarches pragmatiques visant à concilier les contraires.

La confusion des patrimoines à Noyelles-Godault

Un exemple récent parmi les plus emblématiques de ces confrontations des sensibilités au travers de la mise en patrimoine des vestiges industriels est celui de l'usine MétalEurop Nord à Noyelles-Godault. Tout le monde a encore à l'esprit la fermeture en 2003 de cette usine dont l'histoire est à la fois celle d'un passé industriel glorieux et celle d'une pollution parmi les plus importantes de la région.

La confusion des patrimoines se réfère d'abord ici au domaine de la justice, à la difficulté qu'il y a eu à l'époque d'attribuer les responsabilités de chacun dans le méandre des relations

financières, des liens entre filiales et maison-mère. Mais cette confusion des patrimoines peut tout aussi bien être entendue comme la difficulté qu'il y a eu de concilier le désir de sauvegarde d'une mémoire industrielle et celui de réhabiliter un patrimoine naturel, de concilier mémoires et registres concurrents de l'histoire industrielle et environnementale. Les justifications historiques ne manquaient certainement pas. L'implantation des premières usines datait de 1894. Noyelles-Godault était l'un des derniers témoins du passé industriel glorieux du Nord de la France. L'usine avait profondément marqué tous les aspects de la vie locale et façonné presque intégralement son environnement. La fonderie de plomb était devenue après la seconde guerre mondiale la plus importante d'Europe. La fabrication du zinc mobilisait des équipements assurément dignes de figurer au titre du patrimoine technique et industriel remarquable. Les arguments ne manquaient donc pas pour justifier la légitimité d'une sauvegarde patrimoniale (fig. 4)

Elle s'est cependant avérée, dans les faits, bien difficile, sinon inconcevable. Bien peu de voix se sont en réalité exprimées afin de défendre l'option patrimoniale. Une histoire plus immédiate, celle des pollutions et de leurs impacts environnementaux et sanitaires s'imposait sans doute. Avant la fermeture, les questions environnementales étaient pourtant présentes, mais elles étaient inaudibles, la priorité étant le maintien de l'emploi. Elles surgissaient toutefois brutalement à l'annonce de la fermeture du site pour devenir un problème majeur d'environnement et de santé publique. L'opposition entre « industrie » versus emploi et « environnement » versus santé publique auront alors marqué profondément les esprits, et peser lourdement sur les perspectives de requalification et de reconversion du site.

Il n'est dès lors pas anodin de rappeler que dans ce cas précis les opérations de reconversion ont été dominées par les problématiques environnementales. Se sont installés sur le site démantelé et dépollué : un espace biotique, à la fois centre de ressources et centre d'expérimentation des phytotechnologies ; des éco-entreprises proposant des offres de services inédits pour le traitement des sols pollués par les métaux lourds ; des usines de la filière du recyclage des matériaux ou de valorisation des matières organiques. Un pôle de compétences sur les sites pollués est en activité. Enfin, toute une série de dispositifs juridiques et institutionnels ont été élaborés afin de revitaliser le site autour d'une industrie désormais dédiée à la réparation des dégâts environnementaux.

Une partie des sols pollués est par ailleurs rendue à la nature. Ce qui a permis la renaissance d'un paysage par endroit presque bucolique. Plusieurs espèces végétales trouvent même à proliférer dans ces espaces sanctuarisés, non pour les protégés mais parce qu'ils sont à ce point pollués que leur réaffectation est rendue impossible. La pensée calaminaire qui s'y déploie a permis à une espèce de papillons réputée en voie de disparition de s'y installer, mais aussi à des responsables locaux de développer une rhétorique autour d'une biodiversité retrouvée grâce aux pollutions passées (fig. 5)

Le patrimoine industriel y est pour ainsi dire absent. La stigmatisation de la pollution passée, la question environnementale et sanitaire ont-elles imposé l'oubli ? La situation a-t-elle sinon quasiment interdit, au moins fortement modéré l'évidence du patrimoine industriel, comme s'il y avait eu en quelque sorte une indécence à envisager sa revendication ? Des projets ont cependant émergé depuis, mais sans résultats. Les démarches notamment qui avaient tenté de sauvegarder la tour à plombs de chasse, véritable minaret industriel de plus de cinquante mètres dominant le paysage du Pas de Calais, n'avaient pu aboutir. (fig. 6) La reconversion s'est donc confirmée sur le mode de la réparation ou de la compensation au profit de l'environnement, mais au prix finalement d'une mise à distance du patrimoine industriel.

Le cas est excessif. Il en est d'autres, par contre, où la logique de la réparation environnementale s'est certes imposée au travers de la reconversion, mais dans laquelle le patrimoine industriel a été cependant pleinement assumé et revendiqué.

Concilier passé industriel et désir d'environnement

La disparition des activités les plus polluantes a eu pour résultat paradoxal de révéler leurs conséquences passées et de stigmatiser l'abus environnemental d'hier. Ainsi l'opinion rend l'industrie responsable de la dégradation de l'environnement. Elle est accusée d'avoir défiguré un paysage auparavant réputé bucolique ou champêtre. Au demeurant, les friches témoignent d'une réelle emprise territoriale et sanitaire que l'exigence de réaménagement durable tente d'effacer ou de faire oublier.

Patrimoine industriel et patrimoine environnemental, sont-ils alors dès lors deux notions, deux logiques, deux projets antagonistes ? L'un et l'autre sont pourtant plus proches qu'il n'y paraît. L'un et l'autre ont en commun d'avoir émergé parallèlement et de s'être imposés au cours des trois dernières décennies comme des catégories de l'intervention publique. Tous deux sont le fruit d'une évolution économique et d'un modèle de développement entré en crise au début des années 1970. L'industrie comme l'environnement deviennent patrimoine, et le patrimoine une industrie où la dimension environnementale ne peut plus être ignorée. Cette proximité est inhérente à l'extension sans fin des pratiques patrimoniales et de leurs objets. Le désir de patrimoine s'est étendu à l'industrie comme à la nature. Ces deux patrimoines participent d'une irrémédiable et même logique : articuler le temps présent des sociétés à leur passé et à leur avenir dans une logique de transmission et de solidarité intergénérationnelle. Or patrimoine industriel et patrimoine environnemental poursuivent des buts différents, voire opposés⁵. Le patrimoine industriel cherche à valoriser une histoire, contribuant à solder un passé que l'on souhaite cultiver au nom de l'avenir. Le patrimoine environnemental supporte le désir, sinon de réhabiliter une nature originelle outragée par l'industrie, au moins d'aménager un cadre de vie plus conforme aux sensibilités contemporaines.

Le développement durable a-t-il pour vocation ou comme vertu de concilier ces contraires ? Les tensions n'ont pas disparu entre d'un côté le besoin d'histoire, le désir de sauvegarder et de valoriser une mémoire industrielle ; et de l'autre, l'aspiration sans doute plus largement partagée parmi les publics aujourd'hui d'une reconquête des territoires auparavant dédiés à la production. Les négociations sont permanentes, les justifications toujours à reconstruire. Comment dès lors l'histoire industrielle et l'environnement peuvent-ils se considérer mutuellement au travers d'un patrimoine commun, tout au moins autrement que sur le mode concurrentiel et conflictuel ? D'abord en assumant sans complexe la production d'une histoire industrielle dans sa dimension la plus environnementale. Quand elle n'est pas simplement ignorée dans les grandes synthèses d'histoire industrielle, économique ou des techniques, la composante environnementale est mise à distance⁶. L'histoire industrielle est pourtant pleine de ces relations conflictuelles dont l'environnement est le motif. Les ignorer serait se priver des éléments utiles à la pleine compréhension des évolutions contemporaines, notamment parce qu'elles conditionnent en partie le regard et l'attente des publics à l'endroit du patrimoine.

La revendication d'une histoire prenant en considération sa dimension environnementale ne risque-t-elle pas toutefois de relancer le débat entre dette ou héritage de la société industrielle ? A trop insister sur les aspects les moins glorieux, n'incite-t-on pas à cultiver une image négative de l'histoire industrielle ? Cette façon de poser la question est assurément contre-productive. L'impératif environnemental s'est de toute façon imposé à tous les domaines de la vie économique, sociale et politique. Il exige d'explorer autrement les interactions que les activités industrielles ont instaurées dans le passé avec leur environnement. Admettre la complexité et l'ambiguïté de ces rapports ne peut contredire ni minorer la « grande » histoire, celle de la performance technique et de l'innovation, de la création de richesses et de

l'édification glorieuse de la société industrielle. Une histoire totale de l'industrie n'est certainement pas un risque mais une ambition, celle d'une histoire selon toutes ses composantes, y compris les plus controversées. Nul besoin de verser dans la littérature noire. L'équivoque des relations d'interdépendance entre industrie et environnement interdit de toute façon de conter une histoire sombre en contrepois d'une histoire mémorable. Dans cette perspective, l'histoire des pollutions industrielles constitue certainement l'un des champs les plus dynamiques de la recherche où l'industrie et l'environnement sont repensés dans leurs liens mutuels et ambivalents⁷.

Une reconversion « verte » de l'histoire et du patrimoine ?

La désindustrialisation a brutalement mis les populations face à leur situation de dépendance à laquelle l'industrie désormais disparue les avait soumises. Dépendance désirée et revendiquée au temps de la prospérité, la violence de sa rupture est vécue dans l'ambivalence et la confusion. D'un côté, la perte a accentué le désir de cultiver une mémoire menacée de disparaître avec les sites industriels, la sauvegarde du patrimoine ayant eu cette fonction de contribuer au devoir de mémoire ou de cultiver l'héritage sur lequel bâtir l'avenir. De l'autre, le sentiment d'abandon, ou même de trahison, a pu bien aussi, dans un même temps, susciter l'impératif du deuil ou de l'oubli. Le surgissement des conséquences sanitaires et environnementales n'a fait qu'accentuer ce sentiment d'une dette laissée par l'industrie. Aux stigmates touchant les cœurs se sont ajoutées les épreuves et la souffrance subies par les corps. La rancœur et l'injustice à laquelle peut conduire cette double peine peuvent bien alors affecté la sensibilité patrimoniale. Difficile dans ces conditions de justifier sans ambiguïté le désir de patrimoine, voire pour les cas les plus dramatiques comme ceux de Corby ou de Noyelles-Godault, d'interdire toute perspective de valorisation d'un passé condamné, stigmatisé. Les sensibilités industrielle, environnementale et patrimoniale peuvent alors devoir dans ces cas se disputer le sens de la reconversion. Animé à ses débuts par l'histoire économique et sociale, le patrimoine industriel doit désormais inclure ce pilier supplémentaire que commande la logique du développement durable et de l'environnement.

Les exemples évoqués précédemment de reconversions portées par la logique de la réparation ou de la compensation démontrent à la fois le fort désir de réhabilitation de l'environnement, mais aussi ses limites. Ces exemples restent des exceptions. Tous les sites pollués ne peuvent devenir des emblèmes du développement durable, de la réparation ou de la compensation environnementale. Ce qu'ils disent en revanche, c'est que l'histoire industrielle comme le patrimoine industriel peuvent encore migrer du statut de stigmaté ou de frein au changement, à celui de socle nécessaire au développement local. Le patrimoine industriel peut bien avoir à traverser une crise environnementale, mais elle ne serait finalement qu'une crise de croissance salutaire.

Dans cette perspective ultime, l'histoire de l'industrie et l'histoire environnementale, considérant enfin toutes deux les liens complexes entre industrie et environnement, ne peuvent que contribuer à cette réappropriation, non seulement des territoires, mais plus profondément encore d'un passé industriel qui continue de façonner notre environnement⁸. A l'évidence, l'histoire de l'industrie et son patrimoine ont encore à négocier le tournant environnemental de la société industrielle.

¹ Allen MAUNDERS, *A process of struggle : the campaign for Corby steelmaking in 1979*, Aldershot, Hampshire, England ; Brookfield, Vt., USA : Gower Pub. Co., 1987.

² Bert ALTENA et Marcel VAN DER LINDEN (dir.), *De-industrialization : social, cultural, and political aspects*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

³ Gilles SENEAL et Diane SAINT-LAURENT, *Les espaces dégradés : Contraintes et conquêtes*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2000.

⁴ Simon EDELBLUTTE, *Paysages et territoires de l'industrie en Europe : héritages et nouveaux*, Paris, Ellipses, 2010.

⁵ Maria GRAVARI-BARBAS et Vincent VESCHAMBRE (dir.), « Patrimoine et environnement. Les territoires du conflit », *Noréis*, 185, 2000.

⁶ Joel TARR (avec STINE J.), « At the Intersection of Histories : Technology and the Environment », *Technology and Culture*, 39, 1998, pp. 601-640 ; Jean-Claude DAUMAS et Philippe MIOCHE, « Histoire des entreprises et environnement : une frontière pour la recherche », *Entreprises et histoire*, 35, 2004, pp. 69-88.

⁷ Notamment Thomas LE ROUX, *Le laboratoire des pollutions industrielles. Paris, 1770-1830*, Paris, A. Michel, 2011 et Geneviève MASSARD-GUILBAUD, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Ehes, 2010.

⁸ Alice INGOLD, « Écrire la nature de l'histoire sociale à la question environnementale ? », *Annales histoire sciences sociales*, 66 (1), 2011, pp. 11-29.